

# Un rescapé de Karachi raconte sa quête de vérité

*Blessé lors de l'attentat de Karachi en 2002, Gilles Sanson, 32 ans, au service de DCN, se sent «trahi par l'État».*

0

Recommander

0

Ce sentiment a été renforcé par la révélation vendredi dernier, par *Le Monde* et Médiapart, d'une note récemment déclassifiée de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) qui évoquait dès le 8 mai 2002, jour de l'attentat, une piste que la justice a ignorée jusqu'en 2009, celle d'un conflit commercial.

Le juge cherche à savoir si l'attentat est lié à l'arrêt par Jacques Chirac en 1995 du versement de commissions sur la vente de sous-marins au Pakistan. Pour cet homme qui s'est retrouvé en chaise roulante pendant six mois en 2002, cette seconde blessure est d'autant plus vive que les salariés de DCN étaient fiers d'accomplir leur mission: «On était partis porter les couleurs de la France».

L'ancien usineur avertit: «Jamais je ne baisserai les bras. J'ai vu mourir mes copains autour de moi. On leur doit cette vérité», martèle M. Sanson. «Vous montez dans un bus à vingt-trois. Il y en a la moitié seulement qui rentrent. C'est très, très difficile à admettre psychologiquement. J'ai le film de l'attentat de A à Z dans la tête», confie-t-il. Il dit «croire en la justice et la démocratie».

«Nous avons la chance d'avoir aujourd'hui deux juges indépendants et motivés et un avocat, Me Thibault de Montbrial, qui nous a redonné courage et espoir».



*Gilles Sanson a été grièvement blessé lors de l'attentat de Karachi, en 2002. Aujourd'hui, il veut connaître la vérité. (afp)*